

ARMP.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA  
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT  
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

Yaoundé, le

14 MARS 2018

14 MARS 2018

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 024/CP/MINEFOP/SG/DAG/2018 DU 14 MARS 2018**  
**PORTANT APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 005/AONR/MINEFOP/CMPM/2018 DU 14 MARS 2018**  
**RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CABINET EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ETUDE PORTANT SUR LA**  
**TRANSFORMATION DE QUATRE SAR/SM EN CENTRES DE FORMATION AUX METIERS (CFM)**

**1 OBJET**

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle lance, un Appel d'Offres National Restreint relatif au recrutement d'un Cabinet d'Etudes en vue de la réalisation d'une étude portant sur la transformation de quatre (04) SAR/SM en Centres de formation aux métiers (CFM).

**2 CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres consistent à :

- faire le diagnostic et un état des lieux ;
- déterminer les cinq premiers métiers prioritaires devant faire l'objet des formations dans les futurs CFM à partir d'une analyse des besoins en main d'œuvre locale ;
- réaliser des études techniques (levés topographiques, études multi réseaux (adduction d'eau, branchement électrique)) ;
- réaliser une étude de programmation architecturale des futurs CFM ;
- réaliser les Avants Projets Sommaires (APS) et les Avants Projets Détaillés (APD) sur la base des plans types des Centres de formation aux métiers disponibles ;
- élaborer les descriptifs et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) des travaux (réhabilitations, terrassements, aménagements, constructions, etc) à réaliser ;
- établir le Bordereau des prix unitaires (BPU) et le devis quantitatif et estimatif (DQE) des prestations à réaliser ;
- établir la liste et les spécifications techniques des équipements susceptibles d'être utilisés dans les ateliers, les salles spécialisées, les bureaux et salles de formation, assortie de leurs coûts pour chaque métier.

Les SAR/SM concernées sont :

- SAR/SM de Mbouda, Département des Bamboutos, Région de l'Ouest ;
- SAR/SM d'Akonolinga, Département du Nyong et Mfoumou, Région du Centre ;
- SAR/SM de Meiganga, Département du Mbéré, Région de l'Adamaoua ;
- SAR/SM de Kousséri, Département du Logone et Chari, Région de l'Extrême-Nord.

**3 DELAI D'EXECUTION**

Le délai d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation desdites prestations est de **120 jours**, à partir de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de l'exécution des prestations.

**3 DELAI D'EXECUTION**

Le délai d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation desdites prestations est de **120 jours**,

#### **4 ALLOTISSEMENT**

Cet Appel d'Offres n'est pas loti.

#### **5 COUT PREVISIONNEL**

Le montant prévisionnel pour la réalisation de cette étude est de **Soixante-quinze millions (75 000 000) F CFA**.

#### **6 PARTICIPATION ET ORIGINE**

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux Cabinets ci-après pré qualifiés suite à l'Avis d'Appel à Manifestation d'intérêt N°009/AAMI/MINEFOP/SG/DAG/2018 du 27 novembre 2017. Il s'agit de :

- 1. Groupement FISCAGEST & CG ARCHITECTS; B.P : 4095 YAOUNDE ; Tél : 699 894 069 ;**
- 2. CER ENGINEERING; B.P: 31 580 OBALA; Tél: 677 537 729.**

#### **7 FINANCEMENT**

Les prestations, objet de cet appel d'offre sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de l'exercice 2018, **imputation : 52 35 453 02 340010 2020**.

#### **8 CAUTIONNEMENT PROVISoire**

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par un établissement financier agréé par le Ministre des Finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO, d'un montant de **un million cinq cent mille (1 500 000) francs CFA** valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une institution financière de premier ordre agréée par le Ministre des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'offres entraînera le rejet de l'offre.

***NB : Les chèques, même certifiés, ne sont pas acceptés en lieu et place des cautions de soumission.***

#### **9 CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à la **Direction des Affaires Générales à l'immeuble ministériel de Nlongkak, Tél : 222 200 339 Fax : 222 202 806** dès publication du présent avis.

#### **10 ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à la **Direction des Affaires Générales à l'immeuble ministériel de Nlongkak, Tél : 222 200 339 Fax : 222 202 806** dès publication du présent avis, sur présentation du reçu de paiement au trésor public d'une somme non remboursable de **70 000 (soixante-dix mille) francs CFA** représentant les frais d'achat du dossier.



## **11 REMISE DES OFFRES**

Les offres rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marquées comme telles, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devront être déposées au **Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Direction des Affaires Générales** à l'immeuble ministériel de Nlongkak, Tél : 222 200 339 Fax : 222 202 806, le **18 AVR 2018** à 14 heures précises.

Les plis fermés contenant les offres ne devront porter que la mention :

**APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 005/AONR/MINEFOP/CMPM/2018 DU 14 MARS 2018**  
**RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CABINET D'ETUDES EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ETUDE PORTANT SUR LA TRANSFORMATION DE QUATRE (04) SAR/SM EN CENTRES DE FORMATION AUX METIERS (CFM).**

**« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».**

**NB :** Les chèques, même certifiés, ne sont pas acceptés en lieu et place des cautions de soumission.

## **12 OUVERTURE DES OFFRES**

L'ouverture des offres se fera en deux (02) temps :

- **Les offres administratives et techniques** seront ouvertes par la **Commission Ministérielle de Passation des Marchés**, dans la salle des réunions du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sise au 1<sup>er</sup> étage, de l'immeuble ministériel de Nlongkak, le **18 AVR 2018** à 15h 00, heure locale, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatés.

- **Les offres financières** seront ouvertes dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires ayant été qualifiés à l'issue de l'évaluation technique.

## **13 CRITERES D'EVALUATION**

### **13.1. Critères éliminatoires**

- 1) Absence d'une pièce au dossier administratif ;
- 2) Non-conformité d'une pièce administrative après épuisement du moratoire réglementaire de 48 heures ;
- 3) Fausses déclarations, substitution ou Pièces falsifiées ;
- 4) Présence dans le dossier technique des informations financières ;
- 5) Note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
- 6) Absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon d'un marché public au cours des trois dernières années.

### **13.2. Critères essentiels**

- Référence du Bureau d'Etudes
- Qualification et référence du personnel clé pour la mission
- Plan de travail et méthodologie proposé par rapport aux TDR
- Moyens techniques et matériels
- Présentation de l'offre

Seules les offres techniques qui auront obtenu au moins 70 points sur 100 à l'issue de cette évaluation seront retenues pour la suite de la procédure.

#### **14 METHODE DE SELECTION DU CABINET**

Le Cabinet sera choisi selon la méthode suivante :

La note technique (Nt) minimum requise est de 70 points sur 100.

Le Marché sera attribué au soumissionnaire administrativement et techniquement qualifié qui aura produit l'offre la mieux disante par combinaison des notes techniques et financières.

La note financière (Nf) est obtenue de la façon suivante :

- La note financière de la proposition financière la moins disante sera prise égale à 100 points.
- Les notes financières des autres soumissionnaires seront obtenues par la formule :  $Nf = \frac{100 \times Fm}{F}$

Fm= le montant de la proposition la moins disante

F= le montant de la proposition considérée.

#### **15 ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre aura été jugée la mieux disante.

#### **16 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES**

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date limite fixée pour le dépôt de ces dernières.

#### **17 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour toute information complémentaire relative au présent Appel d'Offres, les Cabinets retenus peuvent s'adresser à la **Direction des Affaires Générales du MINEFOP**, sis au 3<sup>ème</sup> étage de l'Immeuble ministériel de Nlongkak à Yaoundé Tel : 222 200 349/222 204 581

#### **18 DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Pour toute dénonciation de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le Ministère en charge des Marchés Publics ou envoyer un SMS aux numéros suivants : **673 205 725/699 370 748**.

#### **Ampliations :**

- MINMAP
- ARMP
- SOPECAM
- CMPM/MINEFOP
- Chrono/ Archives



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA  
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT  
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

Yaoundé,

14 MARS 2018

**PRESS RELEASE N° 024 /PR/MINEFOP/SG/DAG/2018 OF 14 MARS 2018**  
RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER No. \_\_\_\_\_/AONR/MINEFOP/CMPM/2018 OF 14 MARS 2018  
FOR THE RECRUITMENT OF A FIRM TO CONDUCT A STUDY ON THE TRANSFORMATION OF FOUR RURAL  
ARTISAN AND HOME ECONOMICS SECTIONS RA/HES INTO TRADES TRAINING CENTRES (TTCs)

**1- PURPOSE**

The Minister of Employment and Vocational Training hereby launches a Restricted National Invitation to Tender for the Recruitment of a Consultancy Firm to conduct a study on the transformation of 4 (four) RA/HES into Trades Training Centres (TTCs).

**2- SCOPE OF SERVICES**

The services, which constitute the subject of this invitation to tender, shall consist in:

- carrying out a diagnosis and an inventory;
- determining the first five priority trades in which training should be carried out in the future TTCs based on an analysis of local manpower needs;
- carrying out technical studies (topographic surveys, multi-network studies (water supply, electrical connection);
- carrying out a study of architectural programming of the future TTCs;
- drafting the Preliminary (APS) and Detailed (APD) Project Designs based on the standard plans of the available Trades Training Centres;
- developing the profiles and the Manual of Specific Technical Clauses (MSTC) of the works (rehabilitations, earthworks, installations, constructions, etc) to be carried out;
- establishing the Unit Price Schedule (UPS) and the estimated bill of quantities (EBQ) of the services to be performed;
- drawing up the list and technical specifications of equipment that can be used in workshops, specialized rooms, offices and training rooms, with their costs for each trade.

The RA/HES concerned are:

- RA/HES of Mbouda, Bamboutos Division, West Region;
- RA/HES of Akonolinga, Nyong and Mfoumou Division, Center Region ;
- RA/HES of Meiganga, Mbere Division , Adamawa Region;
- RA/HES of Kousséri, Logone and Chari, Far North Region.

**3- DATE OF EXECUTION**

The deadlines maximum planned by the Contracting authority for the execution of the services indicated below are of **120 days**.

**4- ALLOTMENT**

This Invitation to Tender shall not be divided into batches.

**3- DATE OF EXECUTION**

The deadlines maximum planned by the Contracting authority for the execution of the services



## 5- ESTIMATED COST

The estimated cost for carrying out the study shall be **CFA F 75 000 000 (seventy five million)**.

## 6- PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Invitation to Tender shall be restricted to the following Consultancy firms pre-qualified following the Notice of Call for Expression of Interest N°009/AAMI/MINEFOP/SG/DAG/2017 of 27 November 2017. They are:

1. **Groupement FISCAGEST & CG ARCHITECTS; B.P : 4095 YAOUNDE ; Tél : 699 894 069 ;**
2. **CER ENGINEERING; B.P: 31 580 OBALA; Tél: 677 537 729.**

## 7- FINANCING

The services that constitute the subject of this tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Employment and Vocational Training for the 2018 financial year, **according to budget head : 52 35 453 02 340010 2020.**

## 8- PROVISIONAL GUARANTEE

For the Tender File not to be rejected, each bidder shall include in his administrative file, a bid bond amounting to **CFA F 1 500 000 (one million five hundred thousand)** valid for 30 (thirty) days beyond the initial date of tenders, issued by a financial institution accredited by the Minister of Finance.

The other administrative documents required should be produced in originals or copies by certified the issuing service or a competent administrative authority (Senior Divisional Officer, Divisional Officer,...), in accordance with the stipulations of the Specific Regulations Governing Tenders.

They must be less than 3 (three) months old preceding the date of submission of tenders.

Any tender not in conformity with the stipulations of this notice and the tender file shall be declared unacceptable.

***NB: Cheques, even those certified, shall not be accepted instead of bid bonds.***

## 9- CONSULTATION OF TENDER FILE

The tender file may be consulted at the Ministry of Employment and Vocational Training, **Department of General Affairs at the Nlongkak ministerial building, Tel: 222 200 339 Fax: 222 202 806** as soon as this notice is published.

## 10- WITHDRAWAL OF TENDER FILE

The tender file may be withdrawn from the Ministry of Employment and Vocational Training, **Department of General Affairs at the Nlongkak ministerial building, Tel: 222 200 339 Fax: 222 202 806** as soon as this notice is published, upon presentation of a receipt for payment into the Public Treasury of a non-refundable sum of **CFA 70 000 (seventy thousand) francs** representing the purchase cost of the file.

## 11- ACCEPTABILITY OF TENDERS

Tenders drafted in English or in French in 7 (seven) copies including the original and 6 (six) copies labeled as such, in accordance with the stipulations of the Tender File, must be submitted **to the Ministry of Employment and Vocational Training, Department of General Affairs at the Nlongkak ministerial building, Tel: 222 200 339 Fax: 222 202 806, on 8 AVR 2018** at 2 p.m. prompt.

The sealed envelopes containing the tenders must be labeled only as follows:

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER N° **005**/AONR/MINEFOP/CMPM/2018 OF **14 MARS 2018**  
FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANCY FIRM TO CONDUCT A STUDY ON THE  
TRANSFORMATION OF FOUR (4) RA/HES INTO TRADES TRAINING CENTRES (TTCs).

**"TO BE OPENED ONLY DURING THE TENDER OPENING SESSION".**

**12- OPENING OF TENDERS**

The opening of tenders shall be done in 2 (two) stages:

- **The administrative and technical bids** shall be opened by the **Ministerial Tenders Board**, in the meeting room of the Ministry of Employment and Vocational Training, **located on the 1<sup>st</sup> floor, of the ministerial building at Nlongkak, on **18 AVR 2018** at 3 p.m., local time**, in the presence of the bidders or their duly authorized representatives who have perfect knowledge of the file.
- **The financial bids** shall be opened under the same conditions, at a later date which shall be communicated to the bidders who have qualified at the end of the technical evaluation.

**13- EVALUATION CRITERIA**

**13.1. Eliminatory criteria**

- 1) Absence of a document in the administrative file;
- 2) Non-conformity of an administrative document after expiry of the 48-hour regulatory moratorium;
- 3) False declaration, substitution or forged document;
- 4) Presence of financial information in the technical file;
- 5) Technical score less than 70 points out of 100;
- 6) Absence of the affidavit of non-abandonment of public procurement during the last three years.

**13.2. Essential criteria**

- Consultancy firm's reference
- Qualification and reference of key personnel for the mission
- Work plan and methodology proposed in relation to the ToR
- Technical means and equipment
- Presentation of the tender

Only technical bids that have obtained at least 70 points out of 100 at the end of this evaluation shall be retained for the continuation of the procedure.

**14- CONSULTANCY FIRM'S SELECTION METHOD**

The minimum technical score (Ts) required is 70 points out of 100.

The Contract shall be awarded to the administratively and technically qualified bidder who has produced the best bid by combining the technical and financial scores.

The financial score (Fs) shall be obtained as follows:

- The financial score of the lowest financial bid shall be considered as equal to 100 points.
- The financial scores of the other bidders shall be obtained by the following formula: 
$$Fs = \frac{100 \times F_m}{F}$$

F<sub>m</sub> = the amount of the lowest bid

F = the amount of the bid considered.

- The financial score of the lowest financial bid shall be considered as equal to 100 points.
- The financial scores of the other bidders shall be obtained by the following formula: 
$$Fs = \frac{100 \times F_m}{F}$$

#### **15- CONTRACT AWARD**

The contract shall be awarded to the bidder with the best bid.

#### **16- VALIDITY OF TENDERS**

Bidders shall be bound by their tenders for a period of **90 (ninety) days**, with effect from the deadline for submission of bids.

#### **17- ADDITIONAL INFORMATION**

For any additional information related to this invitation to tender, interested Firms may contact the **Department of General Affairs of MINEFOP**, located at the 3rd floor of the Ministerial Building at Nlongkak in Yaounde, Tel: 222 200 349/222 204 581.

#### **18- MEASURES RELATIVE TO THE FIGHT AGAINST CORRUPTION**

For any denunciation of corruption or facts of bad practices, to be willing to call the ministry of procurement contracts or to send a SMS to the following numbers: **673 205 725/699 370 748**.

THE MINISTER OF EMPLOYMENT AND  
VOCATIONAL TRAINING

#### **Copies to:**

- MINMAP
- ARMP
- SOPECAM
- MTB/MINEFOP
- Records/ Archives

